

ABDELHAKIM BETTACHE, P/APC D'ALGER-CENTRE, DÉMISSIONNAIRE DU MPA :

«Benyounès me voit peut-être comme un concurrent»

Abdelhakim Bettache, militant dissident du parti d'Amara Benyounès, le MPA, nous reçoit au siège de l'Assemblée populaire communale d'Alger-Centre dont il est le président. Il nous dit ses vérités quant au conflit qui l'oppose au président du MPA depuis l'échec de la liste du parti aux dernières législatives, ce à quoi s'ajoute le limogeage du ministre du Tourisme MPA sitôt nommé. Il s'explique, documents en main, dont les statuts

et le règlement intérieur du parti et surtout ses trois lettres de démission en date de décembre 2016, février et juillet 2017 de son poste de coordinateur de wilaya. En homme appliqué, il n'omet pas de consigner par écrit ses décisions dans le cadre de ses activités au sein du MPA. Il réaffirme qu'il quitte de son plein gré le parti par lettre en dépit des affirmations de son président et des déclarations relayées par ses collaborateurs. Le

torchon brûle entre les deux hommes. Situation préjudiciable à la veille des élections communales et de wilayas. Contacté par nos soins ce vendredi 28 juillet, Idir Benyounès nous a déclaré que le dossier est clos concernant ce conflit.

Cette crise au sein d'un parti qui n'est pas particulière au MPA donne à penser à des enjeux qui dépassent la taille des deux protagonistes à l'heure d'une reconfiguration de la scène politique.

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

Le Soir d'Algérie : Une question à clarifier : avez-vous démissionné par vous-même ou bien, comme le dit Amara Benyounès, vous avez été exclu du parti, le MPA ?

Abdelhakim Bettache : Il y a un plan diabolique du président du parti qui a activé un noyau à la veille de mon départ, le 19 juin, au Canada avec le wali d'Alger qu'il a chargé de collecter des signatures dont Barbara, Idir Benyounès, Aoudia Abaouz dit Hakim et Madame Khiair. Des cadres ont été convoqués au siège du parti pour signer mais ils ne l'ont pas fait, ils peuvent témoigner. Plus grave, ces personnes ont signé à la place de certains cadres du parti.

Pourquoi tout cela ?

Parce que je crois que, quelque part, je dérange le président du parti pour une raison que j'ignore. Peut-être me voit-il comme concurrent. Mais je n'ai jamais eu l'idée d'être à la tête d'un parti politique.

Le conflit ne pouvait-il être réglé à l'intérieur du parti qui se dit démocratique ?

Bien sûr. J'ai rencontré à deux reprises Amara Benyounès à mon retour du Canada pour lui demander de mettre un terme à ce plan diabolique et d'appliquer les dispositions des statuts du parti dans ce sens. Il n'a fait que louvoyer, me demandant de me contenter de mon poste de président d'APC.



Abdelhakim Bettache, maire d'Alger-Centre.

En 2012, il m'a installé en tant que fédéral de la wilaya d'Alger mais je lui ai demandé de me décharger de cette responsabilité, par écrit, ce qu'il n'a pas voulu assumer. Pour revenir à ce plan anti Bettache, le secrétaire à l'organique, à qui j'ai exprimé mon désir de voir Amara Benyounès, me répétait les mêmes arguties que son président dans le style : éloigne-toi, reste dans ton APC, etc.

Êtes-vous toujours P/APC sous l'étiquette du MPA ?

Jusqu'à preuve du contraire et au plan administratif, je le suis toujours. J'ai fait deux mandats en qualité d'adjoint hors MPA que j'ai rejoint un mois avant les élections municipales de 2012. Je précise, toutefois, que ce n'est pas le MPA qui a fait de Bettache le maire d'Alger-Centre.

Amara Benyounès affirme que c'est à vous qu'incombe la responsabilité de l'échec de la liste du MPA aux dernières législatives.

C'est à son frère Idir qu'il devrait faire porter le chapeau car c'est lui qui était tête de liste et au numéro 2 de la liste qui est sa collaboratrice depuis qu'ils étaient au RCD. Si on n'a pas eu de siège, c'est à cause de ces gens-là qu'il a imposés et c'est lui qui m'a mis dans ladite liste. C'est la seule APC MPA, ici, qui a eu 800 voix parce que la population rejette catégoriquement Amara Benyounès.

Vu votre visibilité en tant que P/APC d'Alger, il aurait été judicieux de vous voir tête de liste des candidats MPA aux législatives mais ce ne fut pas le cas.

Lorsque j'avais formulé le vœu de ne pas figurer en tant que tête de liste, Amara Benyounès ne s'est

pas manifesté pour m'en dissuader. Il ne m'a jamais proposé à la députation. Avant les élections, c'est le même clan qui œuvrait dans l'ombre et il continue aujourd'hui dans ce conflit.

Quelle a été votre réaction ?

J'ai dénoncé ces agissements par écrit à Amara Benyounès qui m'avait fait la promesse de les exclure mais il s'avère que c'est sa garde prétorienne.

Comment vous en êtes arrivé à déclarer que le parti MPA est devenu la propriété d'Amara Benyounès ?

Pour preuve de ce que j'avance, ses frères sont quotidiennement au siège du parti dont : Idir, Daniel, Djilali (cousin) et les autres qui sont présents dans tous les événements et échéances d'importance.

A ce stade, y a-t-il des chances pour une dédramatisation dans ce conflit ? Quelles seraient vos propositions pour une sortie de crise si tant est que c'est dans vos intentions ?

Le MPA vit une hémorragie continue avec les démissions et un mécontentement à l'échelle nationale. Alger, ce n'est que la partie apparente de l'iceberg, j'en suis peut-être le dédic involontaire. Je m'attends à la même situation dans les prochaines élections locales (Ndlr : APC-APW), connaissant les manœuvres de Amara et ses frères. Amara Benyounès devrait prendre conscience de la nécessité de son départ imminent du parti. Quant à une sortie de crise, elle est

impossible, connaissant les habitudes de Amara Benyounès.

S'achemine-t-on vers la mise en place d'un mouvement de redresseurs, comme c'est devenu une tradition bien de chez nous dans les partis politiques en crise réelle ou suscitée ?

Non, je ne le crois pas. Les statuts du parti tels que concoctés par ses frères et Benbara (élu de Tissemsilt président du groupe MPA à l'Assemblée populaire nationale) qui font que le président du parti, en l'occurrence Amara Benyounès, peut faire et défaire n'importe qui le déçoit.

Les élections communales et de wilayas approchent, serez-vous de la partie et dans quel cadre ?

Oui dans le cadre d'une liste indépendante.

Cela nous rappelle que l'on est en fin de mandat. Quelle serait, selon vous, la réalisation marquante de votre mandat de P/APC ?

Dans un mois, j'inviterai dans une salle de cinéma tous les citoyens d'Alger-Centre et je présenterai mon bilan. En présence aussi de la presse. Pour moi, bien sûr, il est positif mais le dernier mot revient au citoyen de la commune.

Avez-vous un projet de création d'un parti politique ?

Non jamais, je n'ai pas cette ambition.

B. T.

taouchichetbrahim@gmail.com

DÉCÈS D'UNE PARTURIENTE À DJELFA

Le ministère de la Santé se constitue partie civile

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a décidé de se porter partie civile dans l'affaire de la parturiente décédée dans la wilaya de Djelfa, suite au refus de son admission à trois établissements hospitaliers. Le département de Hasbellaoui promet de sévères sanctions contre le personnel négligeant.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La négligence dans les structures hospitalières est une pratique courante. La situation ne choque presque plus, vu que c'est ce qui caractérise le plus, nos établissements de santé. Mais la situation suscite beaucoup plus d'indignation et de colère, lorsque la négligence touche une femme sur le point d'accoucher. C'est ce qui est arrivé la semai-

ne dernière à une parturiente qui a perdu la vie dans la wilaya de Djelfa.

Une femme de 22 ans est décédée quelques heures après avoir accouché d'un mort-né dans une voiture. Avant son décès, la défunte a fait le tour de trois établissements de santé, (Aïn Oussara, Hassi Bahbah et Djelfa), et aucun d'eux n'a voulu la prendre en charge.

Le drame a vite fait le tour des réseaux sociaux. L'indignation est générale. Les faits rappellent une fois de plus la situation dramatique de notre système de santé. La Direction de la santé de la wilaya de Djelfa a décidé de suspendre le personnel médical responsable au niveau de ces trois hôpitaux, en attendant l'achèvement des enquêtes médicale et pénale.

Hier, c'était au tour du ministère de la Santé de réagir. Dans un communiqué rendu public, le département de Mokhtar Hasbellaoui a annoncé que «suite au décès

d'une parturiente à Djelfa, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a décidé de se constituer partie civile dans l'affaire que traitera la justice après le dépôt de plainte par la famille de la défunte».

Le ministère de la Santé rappelle «qu'immédiatement après la survenue des faits, le ministre de la Santé a dépêché sur place une commission d'enquête constituée de trois inspecteurs et d'un professeur en gynéco-obstétrique chargés de faire toute la lumière sur tous les aspects administratifs, organisationnels et médicaux de cette affaire».

Le ministère de la Santé assure que «toute personne ayant fait preuve de négligence et de laisser-aller dans cette affaire sera sévèrement sanctionnée à la lumière du rapport définitif que remettra la commission d'enquête, et ce, parallèlement à l'action en justice en cours».

S. A.



Mokhtar Hasbellaoui.